

Mémoire du
Réseau régional d'approvisionnement
pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs*

présenté à la

Commission sur le développement social
et la diversité montréalaise

de l'agglomération de Montréal

dans le cadre de la Consultation publique sur l'opportunité pour
l'agglomération de Montréal de se doter d'un conseil des politiques
alimentaires

05 Octobre 2015

*Réseau regroupant une dizaine d'organismes et collaborateurs et porté par Revitalisation Saint-Pierre

Contexte

Depuis quelques années, des initiatives sont développées afin d'améliorer l'accès à une alimentation saine dans les secteurs défavorisés et qualifiés de déserts alimentaires dans de nombreux quartiers montréalais. Ces initiatives ont des impacts positifs importants dans leurs communautés. Les retombées vont bien au-delà d'offrir des aliments frais à prix abordables dans des secteurs où l'offre alimentaire est déficiente. Ces projets sont des occasions fantastiques de mobilisation et d'implication citoyenne, de création de lien social, d'éducation et de sensibilisation à une alimentation saine, mais aussi de stimulation à l'économie locale, de formation et de création d'emplois.

Plusieurs de ces initiatives sont financées ou ont été financées par la DSP dans le cadre du soutien aux initiatives pour l'accès aux aliments santé. Cependant, bien qu'elles jouent un rôle structurant et essentiel dans leurs milieux, ces initiatives restent dans une situation précaire quant à leur financement et à la pérennisation de leurs activités lorsqu'arrivera la fin de ce cycle de financement (2017). De plus, même si la plupart des initiatives comportent des activités de ventes qui permettent un certain auto-financement, cela n'est pas suffisant pour pallier aux nombreuses abolitions de programmes ou coupures de financement public.

C'est dans cette optique et via le déploiement du premier plan d'action du Système alimentaire montréalais (SAM) que des rencontres ont eu lieu dans les dernières années. Elles ont comme objectifs d'éventuellement consolider et mutualiser certaines des activités des initiatives, afin de répondre aux besoins et défis locaux rencontrés, et ce à l'échelle montréalaise. Suite à ces rencontres mais aussi suite à différentes démarches locales, telles qu'études de faisabilité, forums, etc., il ressort qu'il est possible de regrouper certaines activités afin de partager ressources et expertises et de mieux répondre aux besoins de chacun.

Le réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs

Le réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs est un projet porté par Revitalisation Saint-Pierre dans le cadre du SAM en collaboration avec une dizaine de collaborateurs œuvrant en alimentation et ayant des besoins en approvisionnement. Revitalisation Saint-Pierre a décidé de piloter cette initiative parce qu'il est porteur du Marché Saint-Pierre, un carrefour d'alimentation communautaire qui offre une gamme de services locaux en alimentation. Suite à la création du Marché Saint-Pierre en 2010, notre équipe a rapidement constaté que ce n'était effectivement pas évident de se procurer des fruits et des légumes frais et abordables dans le contexte du système d'approvisionnement actuel. Depuis 2013, dû à un besoin de plus en plus évident, le Marché Saint-Pierre s'approvisionne directement auprès des producteurs et grossistes, et en 2014, a mis en place un service d'approvisionnement de fruits et de légumes au service d'organisations de proximité.

À travers ce projet desservant une demi-douzaine d'organismes du grand sud-ouest montréalais, certains de ces organismes se sont regroupés avec d'autres projets alimentaires afin d'échanger sur leurs besoins et défis en terme d'approvisionnement. Depuis que ce partenariat informel a pris forme, il s'est avéré prioritaire de regarder plus profondément le contexte du système d'approvisionnement régional dans le cadre du SAM. En effet, en début 2015, Revitalisation Saint-Pierre a été nommé porteur de l'objectif 2 volet 4 du SAM qui a désormais comme objectif

d'évaluer le réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs de Montréal.

Ce regroupement a comme préoccupation un meilleur maillage des enjeux alimentaires émergeant dans la grande région montréalaise. La mise en place d'un conseil de politique alimentaire est une suite logique afin de consolider le maillage régional qui est en train d'être construit. Cela permettra le développement de politiques, le réseautage et l'expertise à la construction d'un réel réseau d'échanges régional avec les autres initiatives montréalaises, avec les différents acteurs en approvisionnement et cela en solidarité avec les agriculteurs de Montréal et de la périphérie. La création de systèmes d'approvisionnement propres aux contextes locaux, inscrits dans une dynamique régionale, pour un système alimentaire juste et fort permettra de répondre le plus possible et à long terme aux besoins des populations de Montréal, particulièrement les plus défavorisées.

Réflexions autour de la pertinence de se doter d'un conseil des politiques alimentaires (CPA) montréalais

Alors que plusieurs villes ont déjà une longueur d'avance quant aux orientations pour la prise en compte des enjeux relatifs à l'alimentation dans leurs politiques, Montréal accuse déjà des retards à ce sujet. En effet, il y a un manque de cohérence et d'uniformité évident, dû à un manque de leadership clair sur les questions alimentaires. Ces dernières sont séparées entre plusieurs programmes, divisions, politiques, règlements, bailleurs de fonds, mais ne sont soumises à aucune vision d'ensemble ni objectif clair. Le travail de réflexion collaboratif entrepris par le SAM est un pas dans la bonne direction. Il est impératif de poursuivre en ce sens, afin de permettre aux nombreuses initiatives locales et régionales qui répondent à des besoins criants puissent assurer leurs activités primordiales.

Sans alourdir les structures, ni en institutionnalisant tout le travail déjà effectué, il est essentiel de mettre en place une plate-forme afin de porter la réflexion montréalaise autour de l'alimentation vers une vision globale mais cohérente. C'est pourquoi, la reconnaissance et l'utilisation des structures et des forces déjà existantes sont essentielles, et, plutôt que de faire table rase sur ce qui existe, il faut les soutenir et leur donner les moyens de jouer leur rôle de levier en les intégrant dans un futur conseil de politiques alimentaires. Ainsi, l'expérience, l'expertise et les réseaux développés pourront être adaptés et bonifiés afin de mieux répondre aux besoins, améliorer la situation alimentaire pour tous dans une vision montréalaise de l'alimentation.

Valeurs ajoutées d'un CPA pour les citoyennes et les citoyens

En tant que démarche de revitalisation urbaine intégrée, nous tenons à souligner la pertinence de mettre sur pied un CPA dans une perspective d'implication et d'engagement citoyens. Que l'on parle de l'importance de donner une voix aux citoyens, de structurer le pouvoir d'agir (empowerment) de nos communautés dans un contexte de développement des communautés, de valoriser la démocratie participative, ou de créer des espaces pour faciliter l'acceptabilité sociale de projets quelconques, Revitalisation Saint-Pierre, en tant que démarche de RUI, croit profondément en la pertinence et la nécessité de créer une instance où les préoccupations et besoins de la population ont une voix, etc.

Par ailleurs, notre réseau a pour but de regrouper nos activités d'approvisionnement afin de poursuivre leur développement et les pérenniser localement, mais aussi pour favoriser l'accès aux aliments sains dans nos communautés, particulièrement pour les populations les plus vulnérables. Notre projet est une démarche d'inclusion et de mobilisation des communautés : une épicerie ou un marché communautaire sont des lieux de socialisation, de partage, d'échange, d'empowerment et de participation citoyenne : ce sont principalement des bénévoles qui prennent en charge les marchés dans leur communauté et qui sont impliqués dans les différentes activités liées à l'approvisionnement.

Bref, l'implication et l'engagement citoyens sont à la base de nos initiatives et nous croyons qu'un CPA pourra également consister en une place où les citoyens montréalais auraient une voix et une influence primordiale sur les politiques alimentaires de l'agglomération.

Attentes et besoins

Plus spécifiquement, en tant que regroupement d'initiatives alimentaires communautaires et alternatives à Montréal, nous attendons qu'un CPA :

- facilite le maillage entre les initiatives sur le terrain, les élu-es, les institutions publiques, parapubliques, le privé et les bailleurs de fonds, et ce, dans la continuité et en synergie avec le maillage développé dans le cadre du SAM;
- facilite l'arrimage entre les différentes composantes d'un système alimentaire : production, transformation, entreposage, distribution, consommation, gestion des déchets, etc.;
- facilite l'élaboration d'une vision alimentaire qui est cohérente, multidimensionnelle et proprement montréalaise;
- facilite l'adaptation du cadre réglementaire municipale en fonction des besoins et réalités montréalais en alimentation;
- facilite le financement et le soutien aux initiatives d'accès à l'alimentation;
- facilite l'accès et le partage aux ressources et à l'information.

Contributions

En tant qu'initiatives ayant développé une expertise du milieu communautaire et alternatif de l'approvisionnement, nous pourrions contribuer au CPA par :

- une participation aux rencontres du CPA;
- une contribution de la réalité sur le terrain des besoins des initiatives alternatives en alimentation : approvisionnement, financement, développement d'outils, etc.;
- une diffusion dans nos réseaux locaux de l'information issue du CPA;
- un rôle d'expert-conseil du milieu.

Recommandations

Ainsi, nous recommandons aux commissaires de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise de doter la communauté montréalaise d'un CPA :

- selon une structure de fonctionnement du CPA qui intègre pro-activement les organismes de la société civile qui œuvrent sur le terrain aux différentes facettes de l'alimentation. Cela pourrait prendre une forme hybride instance publique/société civile ou encore d'un organisme à but non lucratif. La structure doit permettre le dialogue et la prise en compte

- de la réalité vécue sur le terrain et de l'expertise développée;
- qui aurait à la fois un rôle de leadership, un pouvoir de recommandations et une influence politique – ceux-ci seront à définir selon les besoins identifiés;
 - qui relève de la structure municipale montréalaise;
 - que le travail et la présence des organismes œuvrant déjà en alimentation à Montréal soient reconnus par leur participation en conséquence au sein du CPA;
 - qu'il y ait un maillage entre les différentes initiatives déjà existantes (SAM, Chantier de l'économie sociale, etc.) et le développement du CPA;
 - finalement, en tant que partenaires du SAM, les membres du réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs en alimentation sommes d'avis de l'importance que Montréal se dote d'un CPA qui appuie les différentes positions du SAM, à savoir son rôle dans un contexte montréalais, ses enjeux prioritaires, son mode financement et l'instance à laquelle il devrait être rattaché.

Collaborateurs

Voilà une liste, non exhaustive, des organisations et intervenants qui ont contribué à cette réflexion :

- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)
- Marché solidaire Frontenac
- NDG Food Depot
- Nutri-centre LaSalle
- P'tit marché de l'est
- Revitalisation Saint-Pierre et le Marché Saint-Pierre
- Table de développement social RDP
- Ville en vert et les marchés d'Ahuntsic-Cartierville (MAC)
- Caroline Marier, Direction de la santé publique de Montréal (DSP)
- Ghalia Chahine, Système alimentaire montréalais (SAM)
- Rotem Ayalon, Conseillère, Québec en forme